

**PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DU CADRE DE VIE**

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme LE PAPE
Tél. : 91.15.61.56.
ILP/BN
n° 96-65/20-1996 A

République Française

Marseille, le 11 JUIN 1996

ARRÊTÉ

**Imposant des prescriptions complémentaires
à la Société CABOT FRANCE
pour l'exploitation de fabrication de noir de carbone
sur le territoire des communes de BERRE L'ETANG et ROGNAC**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement, modifiée par les lois n° 92-646 et 92-654 du 13 Juillet 1992,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 4 Décembre 1995,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES du 11 Mars 1996,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 13 Mars 1996,

VU la lettre de la Société CABOT FRANCE formulant des observations, en date du 1er Avril 1996,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 15 Mai 1996,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires,

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La Société **CABOT FRANCE**, dont le siège social est sis Route Départementale 21 - Boîte Postale n° 39 - 13131 BERRE L'ETANG, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées sur les territoires des communes de BERRE L'ETANG et ROGNAC dans le respect des dispositions précisées ci-après.

ARTICLE 2 :

Les activités autorisées sont les suivantes :

- 3 lignes de fabrication de noir de carbone ayant une capacité maximale de 100 000 tonnes/an,
- une installation de séchage et de granulation du noir de carbone comprenant 4 séchoirs d'une puissance unitaire de 4 MW,
- 18 silos de stockage de noir de carbone en vrac ayant une capacité totale de 14 000 m³ soit 4 500 t de produit, ainsi que 10 silos d'une capacité totale de 1 000 m³ en stockage intermédiaire,
- des postes d'ensachage et des entrepôts de stockage de sacs de noir de carbone,
- 3 réservoirs de stockage de liquides inflammables de catégorie C2 et D2 de 10 140 m³ chacun situés à l'Est de l'établissement,
- 3 réservoirs dits stockage journalier de liquides inflammables de catégorie C2 et D2 de 810 m³ chacun, situés au Nord-Ouest de l'établissement,
- une centrale thermo-électrique d'une puissance maximale de 20 MWe comprenant une chaudière principale de 80 MW consommant les gaz résiduels de la fabrication de noir de carbone et du gaz naturel fourni par Gaz de France.

ARTICLE 3 :

Ces activités sont respectivement reprises sous les numéros suivants de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

RUBRIQUES	ACTIVITÉS	RÉGIME
1450.1	Fabrication industrielle de solides facilement inflammables d'une capacité de 100 000 t/an maximale	Autorisation
1510	Entrepôt de volume supérieur à 50 000 m ³ pour le stockage de solides combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes	Autorisation
2260.1	Granulation et séchage de noir de carbone nécessitant une puissance installée supérieure de 16 MW	Autorisation
253/1430	Dépôts aériens de liquides inflammables dont la capacité nominale totale est de 32 850 m ³	Autorisation
1433.3	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables à l'exclusion des installations de combustion ou de simple mélange à froid dont la quantité totale maximale susceptible d'être présente dans l'installation est de 3 tonnes	Autorisation
153 bis c	Combustion : Produits consommés seuls ou en mélange dont la teneur en soufre rapportée au PCI est supérieure ou également à 1 g/MJ et dont la puissance thermique maximale de l'installation est de 80 MW	Autorisation

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté remplace et annule les dispositions techniques figurant :

- à l'arrêté préfectoral H-71-13 du 21 Mars 1972,
- aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° H-73-30 du 16 Décembre 1974,
- aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 74-1977 A du 29 Mars 1978,

- aux articles 1 à 5 de l'arrêté préfectoral n° 88-187/68-1987 A du 24 Février 1989,
- à l'article 4 de l'arrêté de prescriptions complémentaires n° 94-69/19-1994 A du 25 Avril 1994.

ARTICLE 5 :

Toute modification ou extension entraînant un changement notable des conditions de fonctionnement ne pourra être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

ARTICLE 6 :

Selon les dispositions prévues à l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977, tout accident ou incident notable sera porté, sans délai, à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

A - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

A.1 - DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 7 :

L'installation sera conçue et exploitée de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

ARTICLE 8 :

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comporteront explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 9 :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols et matières diverses seront prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules devront être aménagées (formes de pente, revêtement, ...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne devront pas entraîner de dépôt de poussières sur les voies de circulation,
- des écrans de végétation seront prévus,
- l'ensemble du site sera maintenu propre et les installations entretenues,
- les abords seront tenus propres.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs devront dans la mesure du possible être captés à la source et canalisés.

Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs, les rejets devront être conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents devront être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents devront être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussière. Les équipements et aménagements correspondants devront par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être, devront être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles véhiculent. Elles devront être convenablement entretenues et faire l'objet de contrôles périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Ces différentes canalisations seront repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts seront établis par l'exploitant, tenus à jour, notamment après toute modification, et datés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

ARTICLE 10 :

L'installation disposera de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle (produits de neutralisation, absorbants, manches de filtre...), pour assurer la protection de l'environnement.

ARTICLE 11 :

L'ensemble du site devra être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, seront aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, etc...). Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie feront l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc...).

A.2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 12 :

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux et des sols.

ARTICLE 13 :

L'exploitant installera un anémo-girouette en partie supérieure du bâtiment du turbo-alternateur avec report d'information et enregistreur en salle de contrôle.

Eaux pluviales

ARTICLE 14 :

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur les toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc., ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales devra être aménagé et raccordé à un bassin de confinement de 3 000 m³ capable de recueillir les eaux pluviales de l'orage décennal (130 mm en 24 heures).

Les eaux ainsi collectées ne pourront être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et traitement approprié. Leur rejet devra être étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

Stockages

ARTICLE 15 :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols devra être associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne sera pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention devra être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention devra être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui devra être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) devra pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne pourront être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou devront être éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne devront pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ne sera autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes devront être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement devra être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés), devront être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants devront être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

ARTICLE 16 :

L'exploitant devra avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail permettront de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages devront porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Bassin de confinement

ARTICLE 17 :

Le bassin de confinement des eaux pluviales de 3 000 m³ pourra également servir à la collecte de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Les organes de commandes nécessaires à la mise en service de ce bassin devront pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

ARTICLE 18 :

En complément des dispositions prévues à l'article 9 du présent arrêté, les effluents aqueux rejetés par les installations ne devront pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne devront pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les réseaux de collecte des effluents devront séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées ou polluables. Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 9 devra faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. ... Il sera tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A cet égard, la fermeture de la martelière située sur l'égout diamètre 400 rejetant les eaux pluviales non polluables à l'Etang, sera reprise dans une consigne de sécurité.

Prélèvements et consommation d'eau

ARTICLE 19 :

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Il favorisera, dans la mesure du possible, un recyclage complet des eaux résiduaires ou pluviales recueillies dans le bassin de confinement. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau (Canal de Provence) devront être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif sera relevé mensuellement et les résultats portés sur un registre éventuellement informatisé.

L'ouvrage de prélèvement sera équipé d'un clapet anti-retour ou tout autre dispositif équivalent (disconnecteur par exemple).

A.3 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

ARTICLE 20 :

Les installations de traitement, lorsqu'elles seront nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, devront être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution devront être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement devront être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche devront être mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures devront être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 21 :

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité était susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 22 :

Les dispositions nécessaires devront être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, elles devront être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les dispositions nécessaires devront être prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs devront être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

A.4 - VALEURS LIMITES DE REJETS

ARTICLE 23 :

Les valeurs limites de rejet sont fixées au chapitre B sur la base de l'emploi des meilleures technologies disponibles à un coût économique acceptable, et des caractéristiques particulières de l'environnement.

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence en vigueur à la date de l'arrêté sont indiquées en annexe 1 à l'arrêté ministériel du 1er Mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation (J.O. du 28 Mars 1993). Les prélèvements, mesures ou analyses seront, dans la mesure du possible, réalisés au plus près du point de rejet dans le milieu récepteur. Toutefois, pour les effluents susceptibles de s'évaporer, ils seront réalisés le plus en amont possible.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, devra permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposeront à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposeront à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui sera fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite sera exprimée en flux spécifique, ce flux sera calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

10 % des résultats de ces mesures pourront dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % seront comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur de devra dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents sera interdite. En aucun cas, elle ne devra constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les rejets aqueux se feront dans l'Etang de Vaïne, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant s'attachera à faire épurer ses eaux vannes dans le cadre d'un assainissement public de la zone.

ARTICLE 24 :

Le débit des effluents gazeux sera exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et les concentrations en polluants seront exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

Pour les installations de séchage, les mesures se feront sur gaz humides.

Les valeurs limites seront rapportées à une teneur de 3 % en oxygène.

ARTICLE 25 :

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Il devra tenir à la disposition de l'inspection des Installations Classées les éléments notamment techniques et économiques explicatifs du choix de la (ou des) source(s) d'énergie retenue(s) et justificatifs de l'efficacité énergétique des installations en place.

A.5 - CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 26 :

Sur la cheminée de la centrale et sur l'émissaire de rejet liquide, il existera un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points devront être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettront de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points devront être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions devront également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 27 :

La cheminée de la centrale thermo-électrique disposera d'un analyseur en continu précisé au chapitre B.

Le canal de rejet aqueux sera équipé d'un débitmètre et d'un échantillonneur.

ARTICLE 28 :

La hauteur de la cheminée sera de 68,4 m (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre (79 m NGF) et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré). La vitesse d'éjection des fumées sera supérieure à 18 m/s.

ARTICLE 29 - ODEURS :

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en mètres cubes/heure, par le facteur de dilution au seuil de perception.

Si nécessaire, le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, à ne pas dépasser sera défini.

A.6 - SURVEILLANCE DES REJETS

ARTICLE 30 :

L'exploitant devra mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures seront effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature et la fréquence minimale des mesures seront fixées ci-après (articles 33 à 35).

Au moins une fois par an les mesures des paramètres normés dans le présent arrêté devront être effectuées par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'Environnement ou choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Les résultats des mesures seront transmis au moins mensuellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées. Ces résultats seront transmis dès que possible par le dispositif MAIRAN en cours de mise en oeuvre (au plus tard pour fin 96).

Par ailleurs, l'Inspection des Installations Classées pourra demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 31 - DÉCHETS :

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son établissement.

A cette fin, il se doit, conformément à son étude déchet imposée par l'arrêté préfectoral du 28 Septembre 1992 successivement :

- de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- de s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,

- de s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions.

Les déchets et résidus produits devront être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

Pour les déchets spéciaux, le stockage temporaire devra être réalisé sur des cuvettes de rétention étanche, si possible protégées des eaux pluviales.

Les déchets seront traités (valorisation, élimination) dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination.

L'industriel tiendra un registre des déchets mentionnant :

- les déchets produits,
- les quantités en cause,
- le (les) transporteur,
- la destination et le mode de traitement (valorisation, élimination).

A cet égard, conformément à l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985, il fournira trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées le bilan récapitulatif (utilisant le bordereau et la nomenclature établis par l'arrêté précité - cf. en annexe) des déchets produits par l'installation, traités ou valorisés à l'extérieur.

Tout brûlage à l'air libre est formellement interdit.

ARTICLE 32 - BRUIT :

L'installation sera construite et équipée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Selon l'arrêté ministériel du 20 Août 1985, les niveaux sonores maximums en limite de propriété seront de :

les jours ouvrables (7h à 20 h) :	70 dB(A)
en période intermédiaire :	65 dB(A)
la nuit (22 h à 6 h) :	60 dB(A)

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier devront répondre aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 Avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

B - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Normes de rejets

ARTICLE 33 - AIR - CHEMINÉE DE LA CENTRALE THERMO-ÉLECTRIQUE

Débit maximum : 216 000 Nm³/h.

	CONCENTRATION MAXIMALE	FLUX JOURNALIER MAXIMAL	AUTOSURVEILLANCE
SO ₂	3 400 mg/Nm ³	15 t/j	En continu*
Nox	500 mg/Nm ³	2,3 t/j	En continu*
Poussières	50 mg/Nm ³	100 kg/j	Annuellement

* avec enregistrement

Les émissions de SO₂ et de Nox seront limitées en valeur glissante annuelle à respectivement 4 400 t/an et 700 t/an.

Par ailleurs, l'analyseur des fumées en continu mesurera le taux en oxygène. Le calculateur déterminera en temps réel à partir des données de la combustion (excès d'air, débit des gaz résiduels, débit de gaz naturel ...), le débit des fumées émis.

L'algorithme de calcul sera porté à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 34 - AIR - ÉVENT DES SILOS RÉPERTORIÉS 71 à 73 et 76 à 78 :

Ces événements seront raccordés à des dépoussiéreurs à manches filtrants et respecteront chacun les valeurs d'émissions suivantes :

➤ silo en cours de remplissage : 20 mg/Nm³

➤ silo non opéré : 5 mg/Nm³

et un débit des gaz secs inférieur à 1 000 Nm³/h.

En cas de dépassement du double des valeurs susvisées, il sera rapidement procédé au remplacement du filtre incriminé.

Le contrôle de l'efficacité des dépoussiéreurs sera effectué au moins une fois par an par un organisme agréé suivant norme NFX 44052. Le résultat sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 35 - EAU :

Les rejets liquides (y compris les eaux de déminéralisation après neutralisation) respecteront les valeurs suivantes après épuration et filtration au décanteur :

➤ débit maximal : 20 m³/h mesuré sur le débitmètre sauf après épisode pluvieux et contrôle de turbidité, où le rejet ne dépassera pas 120 m³/h.

	CONCENTRATION	FLUX	AUTOSURVEILLANCE
Température	inférieure à 30°C		Mensuelle
pH	entre 5,5 et 8,5		Mensuelle
MeS	30 mg/l	10 kg/j	Mensuelle
DC0nd	120 mg/l	40 kg/j	Mensuelle
DB05	30 mg/l	10 kg/j	Mensuelle
Hydrocarbures insolubles	5 mg/l	2 kg/j	Mensuelle
Azote total	15 mg/l	5 kg/j	Mensuelle

C - CONDITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 36 :

L'usine sera protégée par une clôture générale d'une hauteur d'au moins 2 mètres.

Une protection supplémentaire, type muret béton, protégera le long de la clôture Nord les 3 réservoirs de 10 000 m³, de la sortie de route d'un véhicule circulant sur la voie de desserte de la raffinerie (CD 20 C).

ARTICLE 37 :

L'établissement sera doté d'un moyen de gardiennage chargé de la police des entrées, et par télésurveillance en dehors des heures ouvrables.

La formation des personnels affectés à cette tâche sera assurée et des consignes de mise en alerte établies.

ARTICLE 38- STOCKAGES D'HYDROCARBURES :

Le stockage principal (3 x 10 140 m³) et le stockage journalier (3 x 810 m³) seront installés et exploités en stricte conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 Novembre 1972 modifié, relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides.

Le point éclair des hydrocarbures stockés ne devra pas être inférieur à la température de 70 C.

La température des produits stockés dans les réservoirs ne devra pas excéder 60°C au niveau du dispositif de réchauffage. Un dispositif fiable et redondant devra permettre de contrôler cette température. L'arrêt du dispositif de réchauffage sera asservi à un dépassement de la température maximale autorisée.

Les vannes de vidange situées à l'intérieur de la cuvette du stockage principal seront condamnées ouvertes. Les vannes correspondantes situées à l'extérieur de la cuvette seront tenues fermées et condamnées par cadenassage.

ARTICLE 39 - INDISPONIBILITÉ DE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE :

En exploitation "normale", la totalité des gaz résiduels provenant de la fabrication du noir de carbone, seront collectés, acheminés et brûlés dans la chaudière de la centrale électrique, dans les réchauffeurs d'huile et dans les générateurs d'air chaud des séchoirs.

Le recours à des brûlages de gaz résiduels à la torchère sera réservé à des situations de pannes ou d'arrêt de la centrale, et à des actions de sécurité.

L'exploitant informera l'Inspection des Installations Classées de tels épisodes. La hauteur de la torchère sera au minimum de 40 mètres.

ARTICLE 40 - GESTION DU BASSIN D'ORAGE :

Un régulateur de niveau sera installé et devra commander l'ouverture d'une vanne automatique pour le rejet des eaux vers l'Etang, via le décanteur, lorsqu'un volume correspondant à 130 mm de précipitations sur la zone drainée aura été collecté dans le bassin. Parallèlement, pour les eaux pluviales issues des zones polluables situées à l'Est de l'établissement, il y aura alors surverse directe. Inversement, dès que le niveau mesuré du bassin d'orage descendra sous la valeur de consigne, les 2 vannes susvisées seront refermées.

Le fonctionnement des vannes susvisées et du transmetteur de niveau sera périodiquement vérifié.

ARTICLE 41 :

L'exploitant définira sous sa responsabilité les zones de ses installations qui sont à considérer comme des zones à risques d'explosion ou d'incendie.

A minima, les zones ainsi définies engloberont celles issues de l'article 110 de l'arrêté ministériel du 9 Novembre 1972 modifié. Ce plan et toutes ses modifications éventuelles seront communiqués à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 42 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES :

Les règlements et normes de portée générale s'appliqueront en particulier aux installations concernées par le présent arrêté :

➤ protection des travailleurs en ce qui concerne les courants électriques (décret n° 62-1454 du 14 Novembre 1988),

- installations électriques basse tension - norme NFC 15-100,
- Cf. titre IV de l'arrêté ministériel du 9 Novembre 1972 modifié relatif aux règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides appliqué selon les dispositions de l'article précédent,
- arrêté ministériel du 31 Mars 1980.

Ces installations électriques feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent. Elles devront être contrôlées au moins une fois par an par un organisme agréé.

ARTICLE 43 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE :

Le dispositif de protection contre la foudre respectera à fin 1997 les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 28 Janvier 1993.

Pour cela, l'exploitant vérifiera avant fin 1996, la conformité du dispositif existant vis à vis de la norme NF C 17100 de Février 1987. Cette vérification portera également sur le raccordement à la terre des équipements : équipotentialité des masses raccordées et compatibilité de la mise à la terre. Le bilan de cette vérification sera adressée à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 44 - FORMATION :

Le personnel de l'établissement affecté à la fabrication, à l'entretien et au conditionnement devra avoir en tout temps une connaissance suffisante des risques potentiels et des moyens de prévenir ou limiter les conséquences d'un accident.

L'exploitant organisera périodiquement à cet effet des sessions de formation, y compris pour ce qui concerne la défense incendie.

ARTICLE 45 - INTERFACE AVEC GAZ DE FRANCE :

L'exploitant établira en coordination avec Gaz de France, une consigne d'alerte en cas de détection de gaz ou incendie, visant à suspendre sans délai la fourniture de gaz naturel par la fermeture de vannes de sectionnement situées au poste de détente, et par la fermeture de vannes télécommandées installées en tête des groupes d'équipements (pétrochem, réacteurs, séchoirs et centrale). Cette consigne sera périodiquement testée. Elle prévoira également les modalités d'isolement de l'approvisionnement d'hydrocarbures liquides.

ARTICLE 46 - CANALISATIONS :

L'exploitant établira le programme de contrôle (contrôles visuels, non destructifs...) des canalisations véhiculant des hydrocarbures liquides et gazeux nécessaires à la marche de l'usine.

Ce programme et toute modification ultérieure seront portés à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées. Toute anomalie particulière, tant en ce qui concerne le résultat du contrôle ou sa programmation, sera communiquée à l'Inspection des Installations Classées.

D - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 47 :

Outre le respect des dispositions du titre VI de l'arrêté du 9 Novembre 1972, le débit d'eau du réseau incendie sera alimentable par deux réseaux distincts susceptibles de fournir de façon permanente 280 m³/h. Pour le refroidissement des bacs, le réseau d'eau potable de 220 m³/h sera utilisé.

L'établissement disposera d'une réserve d'émulseur d'au moins 6 m³ et prendra toutes les dispositions nécessaires tant en eau qu'en émulseur, pour permettre l'extinction en vingt minutes et le refroidissement du bac de plus gros diamètre ainsi que la protection des réservoirs menacés selon les modalités prévues en cas de feu de bac, par l'article 12 de la circulaire du 9 Novembre 1989 relative aux dépôts anciens de liquides inflammables (J.O du 7 Décembre 1989).

Compte tenu de la densité des hydrocarbures stockés, supérieure à un, l'exploitant définira des dispositions appropriées visant à prévenir un feu de cuvette par la couverture des produits épandus avec une lame d'eau, dont la hauteur minimale sera justifiée tant pour sa capacité à écarter le risque d'ignition qu'à éteindre un feu. Le dimensionnement de ces moyens prendra en compte la rupture du plus gros piquage et l'épandage du produit dans la cuvette durant le délai inhérent à la mise en oeuvre des moyens amenés par les sapeurs-pompiers, qui ne saurait être inférieur à 20 minutes.

Ce scénario précisera les éventuels moyens d'arrosage supplémentaires qui devront être mis en oeuvre par les sapeurs-pompiers pour créer une lame d'eau suffisante en cas de déconfinement complet d'un bac dans la cuvette. Sur la base de ce scénario, l'exploitant justifiera la nécessité d'installer ou non, des vannes de fond de bac automatiques, commandables à distance et à sécurité positive.

Des moyens supplémentaires pourront être demandés par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours lors de sa visite annuelle.

En cas d'incendie survenant sur l'usine, une procédure appelée par le Plan d'Opération Interne rappellera la nécessité de fermer la martelière située sur l'égout Ouest de l'usine couvrant une zone non polluable (cf. article 18).

ARTICLE 48 - PLAN D'OPERATION INTERNE :

L'exploitant établira un Plan d'Opération Interne (P.O.I.). Ce dernier sera mis à jour selon les moyens inhérents au respect de l'article précédent. Il fera l'objet d'essais à minima annuels effectués avec les sapeurs-pompiers de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

ARTICLE 49 - PLAN DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION DU PIPE DE TAR

L'exploitant rédigera avant mi-1996 le Plan de Surveillance et d'Intervention du pipe 12" de TAR reliant le Port de la Pointe et ses installations.

Ce plan sera complété par les procédures liées aux interfaces avec la raffinerie SHELL, tant en ce qui concerne l'exploitation de l'ouvrage que son cheminement dans l'enceinte de la raffinerie.

Ce plan sera adressé au Préfet, à l'Inspection des Installations Classées, au Service Maritime des Bouches-du-Rhône et au CODIS.

E - AUTOSURVEILLANCE RISQUES/ENVIRONNEMENT

ARTICLE 50

Annuellement, l'exploitant procèdera au contrôle du respect des dispositions du présent arrêté. Le résultat sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.

Sans préjudice de l'article 6, l'exploitant mettra en place un système de collecte des événements ou dysfonctionnements ayant ou pouvant potentiellement affecté le niveau de sûreté des installations ou l'environnement. Il procèdera à l'analyse desdits événements et mettra en oeuvre les mesures correctives idoines. Un bilan de cette action sera annuellement transmis à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 51 :

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 modifiée, rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 52 :

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 53 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 54 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 55 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de BERRE L'ETANG,
- Le Maire de ROGNAC,

- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Chef du Service Maritime des Bouches-du-Rhône,
- ✕- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 11 JUIN 1996.

POUR COPIE CONFORME
Le Chef de Bureau,

M.H. Pelegrin

M.H. PELEGRIN



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre SOUBELET